



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

Arrêté préfectoral n° E350 du **23 JAN. 2026**

portant enregistrement de la plateforme de tri et broyage du bois, stockage des plastiques durs, métaux et du PVC, exploitée par le Syndicat Mixte à la Carte (SMC) du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine et située au lieu-dit « Terres Blanches » sur la commune de SAINT-EANNE

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

Vu l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018, modifié le 6 mai 2025, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) et 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté 29 avril 2011 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin Sèvre Niortaise et Marais Poitevin ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel des mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le document d'urbanisme modifié approuvé le 29 janvier 2020 ;

Vu le Plan National de Prévention des Déchets 2021-2027 mentionné par l'article L.541-11 du Code de l'environnement ;

Vu le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté le 21 octobre 2019 mentionné par l'article L.541-13 du Code de l'environnement ;

Vu la demande présentée en date du 27 mars 2025 par le Syndicat Mixte à la Carte du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine (SMC), (SIRET n° 257 902 353 00032) dont le siège social est situé 3 route de Verdeil 79800 SAINTE EANNE, contenant une demande d'aménagement de l'article 13 II de l'arrêté ministériel susmentionné du 6 juin 2018, pour l'enregistrement suite à l'extension du périmètre de la plateforme de tri et broyage du bois, stockage des plastiques durs, métaux et du PVC sur le territoire de la commune de SAINTE EANNE ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement est sollicité ;

Vu l'absence d'observation du public pendant la période de consultation entre le 6 octobre 2025 et le 7 novembre 2025 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SAINTE EANNE du 18 novembre 2025 ;

Vu la délibération du conseil municipal de SAINT-MARTINE DE SAINT-MAIXENT du 18 novembre 2025 ;

Vu l'absence de délibération du conseil municipal de SOUVIGNE ;

Vu l'avis favorable du CODERST qui s'est tenu le 20 janvier 2026 ;

Vu le rapport du 31 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 21 janvier 2026, l'invitant à formuler ses éventuelles observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 22 janvier 2026 indiquant n'avoir aucune observation ;

Considérant que la demande d'enregistrement comprenant la demande d'aménagement de la prescription relative à l'information préalable des déchets entrants suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et à l'article L. 211-1 du même code ;

Considérant qu'il est nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) concernant la demande d'aménagement des prescriptions relatives à l'entreposage des déchets de pneumatiques et des moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant que la demande d'aménagement de prescriptions générales nécessite de fixer des prescriptions complémentaires ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant la localisation du projet et notamment son éloignement au minimum de plus de 1,4 km des sites Natura 2000 les plus proches et de plus de 280 m des ZNIEFF les plus proches, de l'absence de tout habitat d'intérêt communautaire sur le terrain du site, et de sa situation en zone UF du PLUi, qui permet l'installation du projet ;

Considérant en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Considérant que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. RETRAIT DE LA DÉCISION IMPLICITE DE REFUS

La décision implicite de refus du 21 janvier 2026 est retirée.

ARTICLE 1.1.2. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations du Syndicat Mixte à la Carte du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine (SMC) représenté par son président : Monsieur CUSEY Eric dont le siège social est situé 3 route de Verdeil 79800 SAINTE EANNE faisant l'objet de la demande susvisée du 27 mars 2025 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de SAINTE EANNE (79800), au lieu-dit « Terres Blanches » sur la commune de SAINTE EANNE. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

ARTICLE 1.1.3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La demande vise à l'enregistrement d'une installation de tri et broyage du bois, stockage des plastiques durs, métaux et du PVC classée sous le numéro 2714-1 de la nomenclature des installations classées.

Le site des « Terres Blanches » est une installation de regroupement, tri et transit des déchets suivants :

- Bois de classe A « déchets de bois d'emballage non traités et non peints (palettes, caisses, cagettes...) » : une zone de bois broyé
- Bois de classe B « déchets de bois non dangereux, faiblement traités, peints ou vernis, bois d'ameublement, bois de démolition » : une zone de bois broyé
- Une zone de bois non broyé de classes A et B
- Plastiques
- PVC
- Métaux
- Une petite zone de transit des bennes : pneus, gravats, huisseries

Le site dispose également de 3 cases de stockage de produits inertes avec des sables, graviers et cailloux pour les services techniques du SMC.

Le site assure également le stockage des poubelles neuves en attente de livraison auprès des particuliers. Ce stockage est assuré en partie à l'intérieur du bâtiment et en partie sud à proximité du même bâtiment en extérieur.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ³	Bois A et B non broyé : 730 m ² Bois A broyé : 215 m ² Bois B broyé : 165 m ² Plastiques durs et PVC : 400 m ² Benne déchets pneus : 35 m ³ surface cumulée de 1510 m ² hauteur max de 2,5 m soit volume total de 3810 m ³ arrondi à 4000 m ³ Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation est de : 4 000 m³	E
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. 2.La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j	Broyage de déchets de bois La quantité de déchets traités est de : 9 t/j	DC
2713-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. 2. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	La surface est de : 300 m²	D

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration contrôlée), D (déclaration)

Les installations soumises à déclaration (DC et D) annexes de l'activité principale Enregistrement sont mentionnées dans le tableau, mais font l'objet d'une télédéclaration séparée. Elles sont nécessaires à l'installation (connexité) ou leur proximité est de nature à en modifier notablement les dangers et inconvénients.

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Superficie concernée : 1,01 ha	D

Régime : D (déclaration)

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'adresse des installations est : lieu-dit « Terres Blanches » 79800 SAINTE EANNE.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune d'implantation	Références cadastrales des parcelles	Superficie de la parcelle (m ²)
SAINTE EANNE	D 356	9 280
	D 815	796

Les installations sont implantées sur une surface totale de 10 076 m².

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est joint en annexe.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande reçue en Préfecture le 27 mars 2025.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06 juin 2018, modifié le 6 mai 2025, susvisé.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, modifié le 6 mai 2025, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) et 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

CHAPITRE 1.5. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.5.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, dans un état permettant la réaffectation du site à d'autres usages d'activité compatibles avec l'affectation des sols et la réglementation en vigueur .

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT ET AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection des biens et des personnes du site, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et renforcées par celles de l'article 2.1.1 ci-après.

ARTICLE 2.1.1. STOCKAGE RÉTENTIONS

En complément des prescriptions de l'article 11 de l'arrêté du 6 juin 2018 modifié, les précisions suivantes sont apportées :

Le volume du bassin étanche permettant la rétention des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie est de 200 m³.

En cas d'incendie, la vanne de barrage en sortie de la zone de rétention du bassin est fermée, assurant ainsi le confinement des eaux du site. Les eaux confinées font ensuite l'objet d'analyses puis pompage et évacuation vers une filière adaptée.

ARTICLE 2.1.2. GESTION DES DÉCHETS RÉCEPTIONNÉS

La partie II de l'article 13 de l'arrêté du 6 juin 2018 concernant la procédure d'information préalable ne s'applique pas aux installations.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de SAINTE-EANNE et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINTE-EANNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;
- 3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-11 ;
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.4 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au Syndicat Mixte à la Carte (SMC) du Haut Val de Sèvre et Sud Gâtine et à la mairie de SAINTE EANNE.

Niort, le **23 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

ANNEXE PLAN DES INSTALLATIONS

